

idc



B. No. 6/111
- Burundi
- crisis Mt. '93
- IDC

**Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International**

UNION MONDIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DÉMOCRATES CHRÉTIENS
UNION MUNDIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Bruxelles, le 21 octobre 1993

**COMMUNIQUE A LA PRESSE : DECLARATION DE LA PRESIDENCE DE L'IDC SUR
LE BURUNDI**

1. L'Internationale Démocrate Chrétienne - IDC - dénonce le soulèvement d'une partie importante de l'armée burundaise conduite par le Lieutenant-Colonel BICOMAGU, Chef d'Etat Major, durant la nuit du 20 au 21 octobre à BUJUMBURA, l'attaque contre le palais présidentiel et l'arrestation de tous les membres du gouvernement excepté les ministres des finances et de l'intérieur qui ont pu fuir ;
2. L'IDC a été alertée dès ce 18 octobre des manœuvres visant la préparation d'un coup d'Etat, sous l'impulsion de l'ancien dictateur le Colonel BAGAZA, de l'ancien ministre des Affaires étrangères Cyprien MBONIMPA, déjà mêlé en mars 92 à une tentative de putsch, du Major Paul KAGAME, dirigeant de l'aile dure du FPR, venu réclamer à Bujumbura la réintégration dans l'armée burundaise de certains combattants du FPR, et d'Antoine NTIRABAMPA, Vice-Président du PALIPEHUTU, bénéficiaire des larges mesures d'amnistie qui ont permis de libérer 5.000 détenus ;
3. L'IDC lance un appel pressant d'une part aux principaux pays représentés à Bujumbura (Belgique, USA, France) et d'autre part à la Communauté européenne pour arrêter toute coopération et pour saisir d'urgence le Conseil de Sécurité des Nations Unies et, en cas de poursuite du soulèvement militaire, préparer un ensemble de sanctions rigoureuses analogues à celles prises à l'encontre de Haïti, autre pays ACP (1) à baffouer les acquis de la démocratisation et des élections libres, sanctions allant jusqu'à un embargo économique complet.
4. L'IDC estime que la persistance de cette violence de l'armée burundaise justifiera une opération militaire internationale de secours pour protéger les institutions démocratiques du Burundi.

Emilio COLOMBO
Président

Bryan PALMER
Secrétaire Général adjoint

(1) ACP : groupe de 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, associés à la CEE par la Convention de Lomé.